



Publié le 27 février 2017

Notre politique monétaire sous la coupe des banques privées

La nomination de Monsieur Villeroy de Galhau au poste de gouverneur de la Banque de France a provoqué une polémique : cent cinquante économistes ont dénoncé un conflit d'intérêt parce qu'il a occupé récemment le poste de directeur de la BNP. Monsieur Villeroy a mené une carrière alternativement dans le public et dans le privé.

L'importance de cette nomination reste d'une certaine manière relative, car depuis que la France est entrée dans la zone euro, les attributions de la Banque de France ont été fort réduites : elle applique les décisions de la Banque Centrale Européenne, en matière de taux d'intérêts entre autres, elle fabrique les pièces et billets (sous la surveillance de la BCE). La Banque de France gère les chèques impayés et les dossiers de surendettement et c'est devenu au fil des ans la principale activité de ses agences. En 2014, les prérogatives de la Banque de France ont encore diminué : la supervision qu'elle exerçait sur les dix plus grandes banques françaises a été confiée à la BCE, soit l'équivalent de 92% des actifs bancaires passés sous le contrôle de la BCE. La politique monétaire de la France est entièrement gérée par la Banque Centrale Européenne qui contrôle la masse monétaire. Cette politique monétaire engendre un contrôle de la politique économique de notre pays.

Qui est à la tête de la BCE depuis 2011 ? C'est Mario Draghi, l'homme qui a été vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe entre 2002 et 2005. Goldman Sachs est une des plus grandes banques mondiales, avec un bilan de 1723 milliards de dollars en 2012, une banque qui a été impliquée dans la crise des subprimes et dans de nombreuses affaires économico-financières. C'est la banque qui a aidé la Grèce à falsifier ses comptes pour entrer dans la zone euro. Cette falsification a rapporté beaucoup d'argent à Goldman Sachs et elle a participé à la constitution de la dette grecque.

On ne peut que constater que les gouvernements de l'Union européenne qui ont nommé Mario Draghi à la tête de la BCE, n'ont pas craint les conflits d'intérêts. Cette nomination était un aveu que la zone euro est sous la coupe des grandes banques internationales.